

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 4 Dossier: gouvernance économique européenne
- 5 Calendrier syndical
- 6 L'UE à la loupe
- 8 Calendrier européen
- 8 Ça peut vous intéresser

Le chiffre du mois

135 milliards de dollars

Les montants des salaires des 25 banques les plus importantes de Wall Street ont atteint le record de 135 milliards de dollars l'année passée.

(Source : Financial Times)

À noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,



Lors du Conseil européen des 24-25 mars, les responsables politiques de l'Union européenne ont trouvé un accord sur le « Pacte pour l'euro plus ». Même si certaines des propositions formulées par la Chancelière Merkel et le Président Sarkozy n'ont pas été intégrées dans sa version finale, la substance du pacte reste de demander à tous les Etats membres une politique d'ajustement des salaires vers le bas. La modération salariale est devenue le « dogme » à suivre pour les années à venir. Ce pacte ouvre les portes à une gouvernance de l'austérité que nous dénonçons, car il aura des conséquences désastreuses sur le marché de l'emploi qui sera caractérisé par toujours plus de précarité, de flexibilité et de détérioration des contrats et des conditions de travail.

Nous refusons de suivre cette voie. Nous plaidons en faveur d'une autre gouvernance économique qui soit sociale et solidaire.

Des emplois stables et de qualité, des salaires décents, une protection sociale forte, des meilleures retraites et des services sociaux de qualité sont les éléments incontournables d'une gouvernance économique digne de ce nom.

C'est pour toutes ces raisons et pour dire « non » à l'austérité que nous avons manifesté un peu partout en Europe, avec une participation massive des travailleurs. Nous sommes en faveur de l'Europe, mais nous sommes contre la direction politique que l'Union européenne est en train de prendre, une direction nuisible pour les travailleurs et pour leur soutien – indispensable – au projet européen. Notre mobilisation se poursuit. En effet, avec nos affiliés hongrois, nous organisons une Euro-manifestation le 9 avril 2011 à Budapest, où se tiendra le Conseil des ministres de l'économie et des finances. Ce sera l'occasion de réaffirmer notre opposition à tout plan d'austérité et proposer des solutions alternatives, solidaires, durables et sociales.

John Monks
Secrétaire général



Confédération européenne des syndicats (CES)
Boulevard du Roi Albert II, 5 | B-1210 Bruxelles (Belgique)
Téléphone: +32 (0)2 224 04 11 | Fax: +32 (0)2 224 04 54
E-mail: media@etuc.org | www.etuc.org



[La CES en action]

Journée d'action contre la gouvernance de l'austérité

24/03/2011 - [Le 24 mars](#), 30 000 syndicalistes ont **manifesté** dans les rues de Bruxelles en marge du Conseil européen **contre la gouvernance européenne de l'austérité**. La CES s'est félicitée de cette journée qui a adressé un message clair aux leaders européens. Des mouvements de protestation ont également eu lieu parallèlement en France, en Allemagne, en Espagne, en Lettonie et le 26 mars à Londres. A l'occasion de la mobilisation, John Monks a déclaré : « *nous manifestons non pas contre l'Europe mais contre les dernières décisions européennes relatives à*

la gouvernance économique qui durcissent les mesures d'austérité aux dépens des travailleurs. Le marché de l'emploi ne peut pas être synonyme de précarité, de toujours plus de flexibilité et de détérioration des contrats et des conditions de travail. Nous nous opposerons toujours à cette approche qui est très en vogue actuellement, car nous défendons une gouvernance économique européenne résolument sociale et solidaire ».

[Communiqué de presse de la CES](#)



© Mac Urata

« Marche pour une alternative » à Londres : solidarité de la CES

26/03/2011 - Bernadette Ségol, future secrétaire générale de la CES, a participé à la « Marche pour l'alternative » à Londres, où environ 500 000 personnes ont manifesté contre les coupes drastiques dans les dépenses publiques. Lors de son discours à la manifestation, Mme Ségol a fait part de la **solidarité de tout le mouvement syndical européen avec le mouvement syndical britannique dans sa lutte contre l'austérité** et pour un avenir meilleur.

[Discours de Bernadette Ségol lors de la manifestation \(Uniquement en anglais\)](#)

Journée internationale de la femme : selon l'enquête de la CES, la crise frappe davantage les femmes

08/03/2011 - A l'occasion de la Journée internationale de la Femme de cette année, la CES a mené une enquête parmi ses organisations membres nationales et européennes afin d'examiner de quelle façon la crise économique affecte les travailleuses. [L'enquête](#) a montré que **les travailleuses paient le prix fort de la crise** : les secteurs à forte main-d'œuvre féminine connaissent des changements qui aggravent la qualité et la quantité de travail disponible. De même, l'enquête de la CES a révélé d'autres effets négatifs tels que l'augmentation du travail précaire, avec une hausse des contrats de travail atypique, proposés en particulier aux jeunes travailleuses.

[Communiqué de presse de la CES](#)

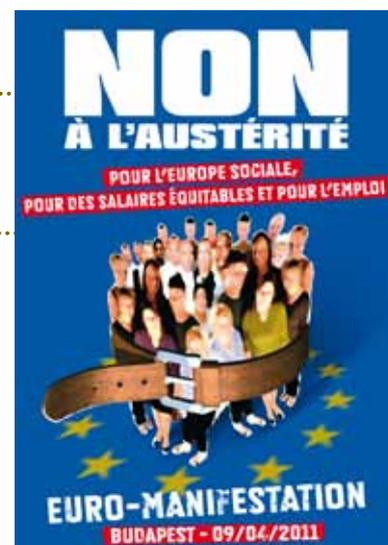


[La CES en action]

Euro-manifestation en faveur de l'Europe sociale – Budapest, 9 avril

07/03/2011 – La CES et ses affiliés hongrois (LIGA, ASZSZ, SZEF, ESZT, MSZosz et MOSz) organisent une **Euro-manifestation le samedi 9 avril 2011 à Budapest**, où se tiendra le Conseil européen des Affaires économiques et financières (ECOFIN) sous présidence hongroise. Les syndicats européens feront entendre leur voix dans les rues de Budapest **pour dire « non » à l'austérité et demander plus d'Europe sociale, des salaires équitables et des emplois de qualité.**

[Plus d'information sur l'Euromanifestation](#)
[Tract de l'Euromanifestation](#)



Droits syndicaux : soutien à la mobilisation de TURK-SEN

02/03/2011 – La CES a soutenu la **mobilisation de son affilié chypriote TURK-SEN contre les réformes proposées par le gouvernement d'Ankara**, visant à mettre en péril les négociations collectives et le droit de grève. Cette mobilisation a suivi la [grève générale massive](#) qui s'est déroulée en janvier dernier, réunissant environ 30 000 travailleurs.

[Communiqué de presse de la CES](#)

RÉUNIONS MAJEURES – CONFÉRENCES – PROJETS

Ensemble pour un marché du travail inclusif

10-11/03/2011 – La CES et le Forum européen des personnes handicapées ont organisé la conférence « **Vaincre les discriminations dont souffrent les personnes handicapées dans leur accès à l'emploi et à la formation** », à Bruxelles. Selon les organisateurs, atteindre l'objectif européen de 75% de taux d'emploi d'ici 2020 implique la prise en compte des personnes handicapées qui représentent 15% de la population active dans l'UE. Dans ce contexte, l'accord-cadre signé par les partenaires sociaux européens le 25 mars 2010, intitulé pour « un marché du travail inclusif », est apparu comme un instrument clé pour atteindre cet objectif ainsi que les autres propositions formulées dans le cadre de la Stratégie 2020. À l'issue de la conférence **une déclaration commune sur « l'accès à l'emploi et à la formation pour les personnes handicapées : un droit qui reste à acquérir » a été adoptée.** Elle traduit l'engagement des organisations.

[Communiqué de presse conjoint CES-FEPH](#)

RÉUNIONS MAJEURES – CONFÉRENCES – PROJETS

Comité exécutif de la CES

08-09/03/2011 – La **gouvernance économique européenne** a largement été débattue lors du Comité exécutif qui a eu lieu les 8 et 9 mars. Cette thématique était le sujet principal du Conseil européen des pays de la zone euro du 11 mars. A cette occasion, les syndicats européens ont réaffirmé leur opposition aux récentes **propositions formulées par la Chancelière Merkel et le Président Sarkozy, car elles menacent les standards sociaux et exercent une pression à la baisse sur les salaires.** Il a également été question des mobilisations syndicales européennes pour dire « non » aux mesures d'austérité et rappeler que des solutions alternatives sont possibles. **L'Europe de l'austérité n'est pas une fatalité.** D'autres sujets étaient à l'ordre du jour comme l'actualité du monde arabe, la directive sur le temps de travail, la politique industrielle européenne, les perspectives financières de l'UE.



[Dossier]

Une autre gouvernance économique européenne est possible

Au cours des derniers mois, la gouvernance économique est devenue le sujet principal des discussions politiques au niveau européen. Face à l'impossibilité de diriger une Union monétaire sans une coordination économique et une coopération accrues, la CES réclame depuis longtemps, la mise en place d'un système de gouvernance économique social et solidaire en Europe. Or, le modèle de gouvernance économique actuellement sur la table, (« Pacte pour l'euro plus ») est davantage une gouvernance de l'austérité, où les salaires sont conçus comme la seule variable d'ajustement du système. Pour contrer cette approche et proposer d'autres alternatives, les syndicats européens mobilisent dans le but d'obtenir un changement de cap.

Gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer

Face à une crise financière qui a plongé l'Europe dans la pire des situations depuis plusieurs décennies avec plus de 23 millions de chômeurs, la seule réponse des responsables politiques a été l'adoption de mesures d'austérité, la réduction des standards sociaux ainsi que la remise en cause des salaires, des retraites et des conventions collectives. Avec comme prétexte de calmer les marchés financiers « inquiets » pour l'avenir de l'économie européenne, les mesures d'austérité, adoptées pratiquement partout en Europe, ont visé principalement les salariés et les retraités. Les conséquences directes en sont : une précarisation accrue de l'emploi, la dérèglementation continue des codes de travail et la régression. De plus, dans certains pays ayant demandé l'intervention du Fond monétaire international et de la Commission européenne afin d'éviter le « default », il s'est avéré que des pressions ont été exercées afin de miner l'autonomie des négociations collectives et les relations industrielles. Ces attaques sont corrosives pour l'Europe sociale et ne contribuent pas à « sauver » l'euro.

La CES rejette cette approche qui fait de la concurrence le seul élément de la vie sociale. Pour le mouvement syndical européen, gouverner l'Europe signifie œuvrer pour une Europe plus sociale et solidaire pour tous les citoyens, en particulier pour les jeunes, les retraités et les femmes. La gouvernance économique responsable préconisée par la CES devrait être axée sur l'accès à

des emplois stables et de qualité, la promotion généralisée de la formation pour tous, des salaires décents, ainsi qu'une protection sociale forte. La protection du pouvoir d'achat, la garantie de meilleures retraites et l'accès à des services sociaux de qualité doivent être défendus et assurés.

LE « PACTE POUR L'EURO PLUS » - KÉSAKO ?

Le Conseil européen des 24-25 mars a adopté le « Pacte pour l'euro plus » qui a été approuvé le 11 mars par le Sommet informel des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la zone euro. Le but du pacte est d'accroître la coordination économique au sein d'une zone euro élargie* afin d'en promouvoir la compétitivité. En suivant un échéancier annuel, les pays concernés s'engagent à mettre en œuvre des actions concrètes et coordonnées au niveau européen. Des contrôles réguliers et ponctuels seront assurés pour évaluer la réalisation des buts annoncés. Les objectifs macroéconomiques fixés par le texte sont au nombre de quatre : favoriser la compétitivité, favoriser l'emploi, mieux contribuer à la viabilité des finances publiques et renforcer la stabilité financière. D'après le Pacte, le coût unitaire de la main d'œuvre devra évoluer en fonction de la productivité, une limitation des accords salariaux du secteur public devra être assurée et la flexicurité devra être promue. Les Etats de la zone euro sont également invités à modeler leur système de retraite sur la situation démographique nationale, à limiter les préretraites et à inciter les travailleurs à travailler davantage. En annonçant que « *les augmentations significatives et durables des salaires pourraient provoquer une érosion de la compétitivité* », on voit clairement la direction que les dirigeants européens ont choisi de prendre...

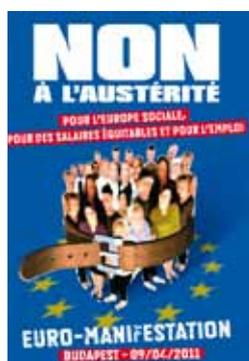
**Les signataires du Pacte pour l'Euro plus, sont composés des 17 pays membres de la zone euro, plus la Bulgarie, le Danemark, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie.*

[Lien vers le Pacte pour l'Euro plus](#)



Dossier gouvernance économique européenne (suite)

Une véritable gouvernance économique de l'Europe ne pourra jamais voir le jour sans une croissance durable. Dans ce but, la CES propose l'instauration d'une taxe sur les transactions financières dont le revenu permettrait d'assurer une politique publique d'investissement ; le développement de politiques industrielles dynamiques basées sur des politiques bas carbone et l'économie verte ; la mise en place d'euro-obligations (euro bonds) qui contribuerait à freiner la spéculation et à financer un plan européen de relance.



Une mobilisation syndicale généralisée

La CES continue de faire campagne en faveur de plus d'équité et d'égalité et contre l'austérité. A l'occasion du Conseil européen des 24 et 25 mars qui a approuvé le « Pacte pour l'Euro », la CES a appelé à une mobilisation syndicale européenne. Plusieurs manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes européennes, notamment à Bruxelles, Paris, Ber-

lin, Madrid, Bucarest, Riga et Londres. Les travailleurs européens ont fait entendre leur voix et réclamé un changement de cap. Ces mouvements de protestation ont été très suivis et la mobilisation européenne continue : la CES organisera en effet une Euro-manifestation le samedi 9 avril 2011 à Budapest où le Conseil européen pour les affaires économiques et financières (ECOFIN) se réunira dans le cadre de la Présidence hongroise. Les mots d'ordre de l'Euro-manifestation seront « non » à l'austérité, plus d'Europe sociale, des salaires équitables et des emplois de qualité.

REPÈRES:

Résolution de la CES sur la Gouvernance économique européenne : <http://www.etuc.org/a/8478>

Section du site internet de la CES consacré à l'Euro-manifestation de Budapest : <http://www.etuc.org/a/8314>

Veille austérité : <http://www.etuc.org/r/1599>



[Calendrier syndical]

Mars – Avril 2011

07/03/2011	Comité exécutif du Conseil régional paneuropéen (Bruxelles)	
08/03/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
08-09/03/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	
14/03/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
24/03/2011	Journée d'action européenne de la CES (Bruxelles et d'autres pays)	Plus d'informations
09/04/2011	Euro-manifestation (Budapest)	Plus d'informations
28/04/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Opposition à une gouvernance économique qui met en danger les salaires et les droits sociaux

24/03/2011 - Une délégation de la CES a participé au [Sommet social tripartite qui a précédé le Conseil européen](#) dont un des thèmes centraux a été la **gouvernance économique européenne**. Le mouvement syndical européen a défendu l'idée d'une **gouvernance économique responsable offrant des garanties sociales**. Selon la CES, même si les dirigeants européens ont modifié l'approche initiale avancée par la Chancelière Merkel et le Président Sarkozy, il demeure implicite que, **dans l'avenir, la modération salariale sera au cœur de la stratégie**. Pour cette raison, de nombreux mouvements de protestation sociale ont eu lieu dans plusieurs villes européennes pour demander une solution alternative aux mesures d'austérité. Cette mobilisation continue car une Euro-manifestation est prévue à Budapest le 9 avril prochain.

[Communiqué de presse de la CES](#)

Rapport conjoint sur l'emploi : le Conseil EPSCO passe à côté de l'essentiel

08/03/2011 - La CES est déçue par les [conclusions du Conseil Emploi et affaires sociales \(EPSCO\)](#) concernant le rapport conjoint sur l'emploi dans le contexte de l'Examen annuel de la croissance 2011. Pour le mouvement syndical européen, **le Conseil est passé à côté de l'essentiel** : les ministres de l'Emploi devraient cesser de mettre la politique du marché du travail au service exclusif d'objectifs stricts de compétitivité.

[Communiqué de presse de la CES](#)

Taxe sur les transactions financières : le Parlement européen montre la voie à suivre

08/03/2011 - La CES a **salué le résultat du vote au Parlement européen** sur la réforme financière incluant une **déclaration relative à l'adoption d'une taxe sur les transactions financières (TTF)**. Selon les députés européens, cette taxe devrait être établie même à défaut d'accord internationaux sur la matière. Selon le mouvement syndical européen [qui milite depuis plus de deux ans](#) en faveur d'une imposition du secteur financier, **une TTF avec un taux de 0,05% pourrait générer €200 milliards par an**, qui pourraient être utilisés pour relancer l'emploi et la croissance.

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Section du site de la CES consacrée à la réglementation financière](#)

Printemps arabe : l'UE doit assurer toutes les mesures de soutien possible

14/03/2011 - Dans une lettre adressée à Mme Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la CES a **exprimé son espoir de voir les pays voisins du sud de l'Europe évoluer vers la démocratie**, tout en faisant part de ses vives préoccupations concernant le recours à la violence d'état contre le peuple, en particulier en Libye. « *L'Europe ne doit pas exporter des leçons mais offrir un partenariat et un soutien fondés sur le respect de droits humains et syndicaux universellement reconnus, y compris la protection des minorités* » a déclaré John Monks.

[Communiqué de presse de la CES](#)
[Lettre envoyée à Mme Ashton](#)



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Pacte pour l'Euro : la lutte contre le nivellement des salaires vers le bas continue

14/03/2011 - Lors du sommet informel du 11 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro se sont entendus sur [un Pacte pour l'euro](#). Même si le texte adopté omet les références explicites à certaines des remarques formulées récemment par la Chancelière Merkel et le Président Sarkozy, **l'axe fondamental du Pacte pour l'Euro demeure une politique de gel des salaires à travers toute l'Europe**. Les augmentations de salaires doivent en particulier être limitées à la productivité, ce qui interdit implicitement aux salaires de refléter les augmentations de prix. **Une telle politique redistribuera systématiquement les revenus des salaires vers les profits, les dividendes et les bonus**. La [CES continue à rejeter cette approche](#) et à faire campagne pour un Pacte en faveur de plus d'équité et d'égalité et contre l'austérité.

[Communiqué de presse de la CES](#)

[Résolution de la CES sur la Gouvernance économique](#)

Polémique autour de la nouvelle proposition sur la société privée européenne

16/03/2011 - La CES a demandé à la Présidence hongroise de l'UE de revoir son projet de compromis concernant le statut de la Société privée européenne (SPE). Selon la CES, il est **fondamental que les négociations débouchent sur des droits effectifs de participation des travailleurs** au sein de la SPE. « *La législation européenne devrait soutenir les droits des travailleurs, plutôt que de les fragiliser. Il est inacceptable que la nouvelle proposition de la présidence hongroise permette aux sociétés de s'établir dans d'autres États membres afin d'éviter la participation des travailleurs* » a déclaré John Monks.

[Communiqué de presse de la CES](#)

Le drame du Japon doit pousser l'UE à ouvrir un débat démocratique sur le nucléaire

16/03/2011 - La CES a exprimé tout son **soutien au peuple japonais face au drame** qui s'est déroulé au pays. Pour le mouvement syndical européen, la gravité de la situation doit imposer à **l'Europe d'en tirer les conséquences et de veiller à garantir et renforcer la sûreté de son parc nucléaire** en toutes circonstances, notamment dans des situations d'urgence. Des tests de résistance et de sécurité sur toutes les installations nucléaires en Europe s'imposent. De même, [la CES estime qu'il faut mener un débat démocratique](#) beaucoup plus fondamental sur la politique énergétique de l'Europe que celui initié récemment par la Commission européenne.

[Communiqué de presse de la CES](#)

Temps de travail : les propositions de la Commission européenne déçoivent

28/03/2011 - La CES est **déçue par les propositions que la Commission européenne a formulées après la consultation des partenaires sociaux sur la révision de la directive sur le temps de travail**, qui s'est achevée le 25 mars 2011. La CES regrette que ses préoccupations exprimées lors de la première phase de la consultation de la Commission, n'aient pas été suffisamment prises en compte, notamment concernant **les risques en terme de santé et sécurité associés au maintien de l'opt-out et à l'extension des périodes de référence**. Néanmoins, la CES se dit prête à entamer des négociations avec les autres partenaires sociaux sur le temps de travail.

[Communiqué de presse de la CES](#)



[Calendrier de l'Union européenne] Mars – Avril 2011

07/03/2011	Conseil Emploi, Politique Sociale, Santé et Consommateurs (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
07-10/03/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
10-11/03/2011	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
11-12/03/2011	Réunion informelle des ministres de relations extérieures (Budapest)	Ordre du jour de la réunion
14/03/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
14/03/2011	Conseil Environnement (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
15/03/2011	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
15-16/03/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
23-24/03/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
24/03/2011	Sommet social tripartite (Bruxelles)	
24-25/03/2011	Conseil européen (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
04-07/04/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
07-09/04/2011	Réunion informelle des ministres des affaires économiques et financières (Budapest)	Ordre du jour de la réunion
11-12/04/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil
18/04/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Luxembourg)	Ordre du jour du Conseil

[Ça peut vous intéresser]

Le Benchmarking CES-ETUI évalue l'état de l'Europe sociale



La stratégie Europe 2020 nous mène-t-elle, comme elle le promet, vers une croissance intelligente, durable et inclusive? C'est la grande question abordée dans le « Benchmarking Working Europe 2011 », une publication conjointe de l'Institut syndical européen (ETUI) et de la CES parue à la veille du Conseil européen de printemps. La publication qui se focalise sur les différentes facettes

de la stratégie Europe 2020 contient une analyse critique soigneusement argumentée de la conception et du conte-

nu de cette stratégie à moyen terme et de l'état des indicateurs économiques, sociaux et de l'emploi européens. L'analyse remet en question le fondement même de la stratégie, qui met résolument l'accent sur l'assainissement des finances publiques tout en négligeant la nécessité d'une croissance économique et d'emplois de qualité. Au contraire, la publication montre que c'est en relevant les normes sociales et environnementales et le niveau de bien-être que nous pourrions parvenir à établir un modèle de croissance durable.

[Lien vers la publication](#)

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: **John Monks** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !

NON À L'AUSTÉRITÉ

POUR L'EUROPE SOCIALE,

POUR DES SALAIRES ÉQUITABLES ET POUR L'EMPLOI



EURO-MANIFESTATION

BUDAPEST - 09/04/2011



Confédération européenne des syndicats (CES)